

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Réunion du 26 FÉVRIER 2021

L'an deux mil vingt et un et le vendredi vingt-six février à 09 h 30, le Conseil Départemental s'est réuni à l'Hôtel du Département, sur la convocation et sous la présidence de M. Philippe MARTIN, Président du Conseil Départemental.

Etaient présents : M. X. BALLENGHIEN, Mmes N. BARROUILLET, C. BOUE, M. C. BOURDIL, Mme F. CASALE, MM. G. CASTET, JP. COT, Mmes M-M. DALLA-BARBA, C. DEJEAN-DUPEBE, C. DUCARROUGE, P. ESPERON, MM. R. FRAIRET, M. GABAS, B. GENDRE, V. GOUANELLE, B. KSAZ, F. LARROQUE, Mme V. MANISSOL, M. P. MARTIN, Mmes Y. RIBES, H. ROZIS LE BRETON, M. J-P. SALERS, Mme C. SALLES, MM. J. SAMALENS, C. TERRAIN, Mmes I. TINTANE et L. TOISON.

Excusés ou absents : Mmes M-T BROCA-LANNAUD, H. COOMANS, C. DASTE-LEPLUS, MM. F. DUPOUEY, P. DUPOUY, Mme L. LABEDAN et M. C. LAPREBENDE.

Ont donné procuration : Mme M-T BROCA-LANNAUD à M. P. MARTIN, Mme H. COOMANS à M. C. TERRAIN, Mme C. DASTE-LEPLUS à M. C. BOURDIL, M. F. DUPOUEY à Mme C. SALLES, M. P. DUPOUY à Mme H. ROZIS LE BRETON, Mme L. LABEDAN à Mme L. TOISON et M. C. LAPREBENDE à Mme C. DEJEAN-DUPEBE

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET : Déploiement du dispositif de télétravail au Département du Gers.

-
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, dont notamment les articles L. 3111-1 et suivants relatifs à l'organisation des départements ;
- VU le rapport du Président du Conseil Départemental du Gers ;
- VU l'avis des commissions organiques compétentes ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

Le Conseil Départemental décide :

Conformément à l'article 133 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, au 1^{er} alinéa de l'article L1222-9 du Code du Travail, au décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020,

- de déployer le dispositif de télétravail, dans les conditions figurant en annexe.

Le Président,

Philippe MARTIN.

Délibération transmise et reçue en Préfecture le

Le Président du Conseil Départemental certifie que :

- la présente délibération a été affichée le

- et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du mois de Février 2021.